

L'agriculture durable en débat

Samedi 27 février, le Bar à Quai à La Noue n'était pas assez grand pour accueillir les nombreux participants au débat initié par le Césir (Conseil économique et social de l'île de Ré) sur l'agriculture durable.



Les débats ont passionné l'auditoire.

Photo B.L.

Des Oléronais (élu, agriculteur et responsables associatifs) avaient fait le déplacement pour parler de la politique agricole mise en place par l'île voisine. Il s'agissait de partager les expériences avec celles des Rétais, puisque la spécificité insulaire est commune sur les neuf îles de l'Atlantique. Carole Pardell, présidente du GDAD (Groupement pour le développement d'une agriculture durable) a ouvert le débat en parlant de ce collectif qui rassemble maraîchers, sauniers, agriculteurs, apiculteurs, viticulteurs, producteurs de pommes de terre, éleveurs sur Oléron.

Christine Nadreau, présidente du GEDAR (Groupement d'études et de développement agricole et rural) d'Oléron, lui a emboîté le pas pour évoquer le besoin d'installer des jeunes agriculteurs puisque 2 000 à 3 000 hectares de terres sont en friche à Oléron. Patrick Moquay, ancien président de la CdC oléronaise, a fait état d'un problème commun aux deux îles : accès foncier et bâti, morcellement, rétention foncière, difficulté de construction

de bâtiments agricoles, divergence de vues entre les agriculteurs et les élus, manque de professionnels du monde agricole dans les conseils municipaux et les Communautés de communes. Dominique Chevillon, président de Ré Nature Environnement, a parlé de deux spécificités rétaises. Ré est régie par une règle d'urbanisme très strict : 80 % d'espaces naturels et 20 % d'espaces construits. La deuxième originalité est que les Rétais ont depuis longtemps exploité toutes les ressources données par l'île : vignes, marais salants, céréales, maraîchage, travail de la chaux avec le sable et le calcaire, espaces naturels. Cette mosaïque terrestre est unique en son genre.

Nombreuses prises de parole

Les questions et prises de paroles ont été nombreuses grâce à l'animation de Michel Lardeux et Didier Guyon, membres du Césir. Les intervenants ont mis l'accent sur les définitions de l'agriculture durable, raisonnée, agro-écologie, biologique... avec ou sans labellisation. Les avis sont partagés car les

mêmes problématiques se retrouvent dans toutes les îles de l'Atlantique où l'économie majeure est le tourisme. À Ré, 90 % de tout ce que l'on mange en produits frais ou transformés viennent du continent, alors qu'autrefois, l'agriculture nourrissait les insulaires et les estivants. Idem pour l'alimentation et le fourrage des nombreux centres équestres et de la restauration scolaire qui viennent de l'autre côté du pont. Pourtant, il y a un réel potentiel pour être plus autonome en développant les méthodes de culture raisonnée et de la commercialisation en circuits courts, qui permettraient de nourrir les 18 000 habitants permanents et une partie des vacanciers.

La déprise agricole

Sur les 2 000 hectares cultivés dans l'île il y a 30 ans, il en reste aujourd'hui en peu moins de 700. Il est question de proposer la création d'une commune-pilote où les agriculteurs rétais fourniraient les produits pour la restauration collective, comme à Saint-Pierre-d'Oléron où, depuis le 1^{er} janvier 2010, la facture est passée de 125 000 € annuels à 90 000 € en s'approvisionnant en produits locaux.

À l'issue des débats, il est ressorti que l'espoir et l'optimisme étaient de mise car le consommateur est en train de faire évoluer son mode de consommation. Il faut peser sur le choix des élus locaux, se mobiliser localement en étant fort collectivement, respecter l'exception insulaire, construire ensemble, participer à l'élaboration du PLUI (Plan d'urbanisme local intercommunal). ■

Brigitte Labouheure